

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
SEPTEMBRE 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 5ÈME AFFECTATION
POUR 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	11
ANNEXE 1- LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX	12
ANNEXE 2 - SOUTIEN AU SPORT SANTE	47
ANNEXE 3 - PREVENTION SANTE JEUNES	50
ANNEXE 4 - LUTTE CONTRE LE VIH	59
ANNEXE 5 - SOUTIEN AUX SOINS AUX PROFESSIONNELS DE SANTE	62
ANNEXE 6 - BOURSES AUX ETUDIANTS EN KINESITHERAPIE ET MAIEUTIQUE	72
ANNEXE 7 - FICHE PROJET RECTIFICATIVE	74

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport vise à donner corps aux ambitions de la Région Île-de-France en matière de santé et d'accès aux soins sur l'ensemble du territoire. Il a ainsi pour objet d'attribuer **26** subventions pour un montant d'autorisation de programme de **3 017 819,40€** et un montant d'autorisations d'engagement (fonctionnement) de **530 100 €**.

1. Au titre du fonds régional de résorption des déserts médicaux

La Région Île-de-France est activement engagée dans la lutte contre les déserts médicaux et en a fait une des priorités de sa politique de santé. Depuis 2016, 54,5 millions d'euros ont été investis pour soutenir et accompagner l'installation de plus de 600 structures et professionnels de santé. Cette démarche vise à remédier à une situation préoccupante et à renforcer l'offre de soins francilienne afin de garantir un accès aux soins pour tous.

Il s'agit de poursuivre l'engagement de la Région pour la lutte contre les déserts médicaux en renforçant l'offre de soins de proximité en Île-de-France et en accompagnant l'installation des structures d'exercice collectif, comme la création d'une des plus grandes maisons de santé pluriprofessionnelle dans la commune de Les Clayes- sous- Bois (78) et la création de la maison médicale de la commune de Bois-le-Roi (77). Une initiative innovante en faveur des étudiants est également proposée par le soutien à la création du centre de santé étudiant Saint -Charles sur le site de la Faculté des Arts de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

A ce titre, la Région démontre une volonté d'aider des structures répondant à des besoins précis de la population et proposant une offre de soins pluridisciplinaire afin de renforcer l'accès de tous à une prise en charge complète.

Ce rapport propose de participer à la réalisation de **17 opérations dans le cadre de la lutte contre la désertification médicale comprenant 9 aides aux structures d'exercice collectif et 8 cabinets de groupe**, relevant du dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux », et présentées en annexe **1** à la délibération, pour un montant global de **2 873 747,25€**.

Il est proposé d'abonder la ligne « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » action 141 004 02 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux », sous-fonction 41 « santé », code fonctionnel 414 « Dispensaires et autres établissements sanitaires », programme HP 414-004 (141 004) « Renforcement de l'offre de soins » du chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » à partir de l'action 142 003 01 « Etablissements et services pour femmes en difficultés » du programme HP 424-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté », sous-fonction 42 « action sociale », chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » pour un montant de **914 930,66 €**.

2. Au titre du soutien à l'innovation sociale

La Région œuvre pour garantir un meilleur accès aux soins notamment des personnes les plus vulnérables. A ce titre, le présent rapport propose de soutenir à hauteur de **144 072,15€** le projet innovant de création d'un parcours sport et santé au sein de l'Hôpital d'Enfants de Margency présenté en annexe **2**. Les enfants atteints de cancer sont pris en charge et bénéficient d'un accompagnement pluridisciplinaire unique et ont la possibilité d'avoir leurs parents à leurs côtés.

3. Au titre du dispositif prévention santé jeunes

La Région soutient les actions de prévention en faveur des jeunes en concordance avec les préconisations issues des travaux du Comité Prévention Santé Jeunes, mis en place sur le fondement de la délibération n° 97-16 du 17 juin 2016 ;

Ses objectifs sont de combattre le mal être des jeunes, limiter les comportements à risque et favoriser leur bien-être en développant leur confiance, le sens de la responsabilité et la capacité à lutter contre le harcèlement.

Le renouvellement du soutien à l'espace de prévention Tête à Tête est à ce titre représentatif de l'engagement de la Région pour la santé des jeunes. Cet espace d'information, de prévention et d'écoute embrasse une variété de thématiques auxquelles les jeunes peuvent être confrontés telles que la sexualité, l'usage de substances psychoactives, l'utilisation des écrans, les violences, le mal-être etc.

Ce rapport propose de participer à la réalisation de **4** opérations relevant du dispositif « Prévention santé - jeunes », pour un montant de **120 500 €**, et présentées en annexe **3** à la délibération.

4. Au titre de l'Agenda pour une Région Ile-de-France sans Sida

Dans le cadre de l'engagement régional contre le sida porté par le plan « Ile-de-France sans sida », la Région entend renforcer son soutien à la prévention, au dépistage et à l'accompagnement des personnes vivant avec la maladie.

La crise sanitaire a montré l'importance d'agir pour les publics les plus exposés à la maladie en soutenant les acteurs de terrain. La lutte contre le VIH passe aussi par l'accompagnement des personnes vivant avec la maladie comme c'est le cas avec le projet présenté dans ce rapport et le soutien à l'association Les Petits Bonheurs. Cette dernière œuvre pour resocialiser les personnes isolées et les accompagner dans leur vie et leurs soins.

Ce rapport propose de participer à la réalisation d'une opération relevant du dispositif « Prévention santé – jeunes », pour un montant global de **20 000 €** et présentée en annexe **4** à la délibération.

5. Au titre des affectations aux organismes associés à l'action régionale en matière de santé

Ce rapport propose d'affecter **276 000 €** en faveur des organismes associés à l'action régionale dans le domaine de la prévention et de la santé. Cette affectation correspond au solde des subventions inscrites au budget 2023 au bénéfice des organismes associés suivants :

- Ile-de-France prévention santé sida (Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes - CRIPS), pour un montant de **223 600 €** ;
- L'Institut Paris Région (pour l'observatoire régional de la santé – ORS) pour un montant de **52 400 €** ;

6. Au titre du soutien aux professionnels de santé

La Région s'engage auprès des professionnels de santé afin de leur permettre d'exercer leurs missions dans les meilleures conditions possibles, ce qui passe notamment par la préservation de leur santé. Elle soutient ainsi les initiatives visant à lutter contre les risques psychosociaux affectant ce public, et proposant des prises en charge adaptées et individualisées.

C'est le projet de l'association Soins aux professionnels de santé (SPS) qui déploie une plateforme d'écoute disponible via un numéro vert, et qui anime un réseau du risque psychosocial rassemblant des professionnels formés à la prévention, la détection, l'accompagnement et la prise en charge de la détresse des soignants et des étudiants.

Ce rapport propose d'approuver conformément au règlement d'intervention « Région Solidaire en santé » adopté par la CP n° 2019-160 du 22 mai 2019, une convention triennale de partenariat renforcé avec Soins aux professionnels de santé, présentée en annexe 5 à la délibération, et de participer à la réalisation d'une opération relevant du dispositif « Soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité », pour un montant global de **80 000 €**.

7. Au titre des bourses régionales d'aide à l'installation des étudiants en maïeutique et en kinésithérapie

Ce rapport propose la mise en œuvre du dispositif « Bourse régionale d'aide à l'installation des étudiants en maïeutique et kinésithérapie » par l'affectation d'un montant d'autorisation d'engagement de **33 600 €** permettant de financer **4 bourses** de fin d'études pour des étudiants en kinésithérapie et maïeutique pour l'année 2022-2023.

8. Rectification de fiche-projet

Du fait d'une erreur matérielle, il est proposé la rectification des dates de réalisation du projet relatif à l'installation d'un professionnel de santé n°22006499 attribué par délibération n° CP 2023-088 du 29 mars 2023 au titre du dispositif « soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe ». Le montant de la subvention régionale reste inchangé.

L'avenant et la fiche projet modifiés sont présentés en annexe 7 à la délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 21 SEPTEMBRE 2023

LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 5ÈME AFFECTATION POUR 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique et notamment l'article L1424-1 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 modifiée relative à la lutte contre les déserts médicaux ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 modifiée relative à la « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 » ;

VU la délibération n° CR 2017-81 du 6 juillet 2017 - Agenda pour une Ile-de-France sans sida ;

VU la délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018 - la politique régionale de santé 5ème affectation pour 2018 – approbation de la convention-type en investissement santé modifiée

VU la délibération n° CP 2018-433 du 17 octobre 2018 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 - la politique régionale de santé 1ère affectation pour 2019 modifiée

VU la délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2019 modifiée par n° CP 2020-450 du 18 novembre 2020 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la région ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptable et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-009 du 25 janvier 2023 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France 2ème affectation pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-088 du 29 mars 2023 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France 2ème affectation pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relatives aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-288 du 5 juillet 2023 relative à la plateforme régionale Trouver un stage en Île-de-France ;

VU le budget de la Région pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-222 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif « Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé »

Décide de participer au titre du dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » au financement des projets détaillés en annexe **1** de la présente délibération par l'attribution de **17** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **2 873 747,25€**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **2 873 747,25€** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 41 « santé », code fonctionnel 414 « Dispensaires et autres établissements sanitaires », programme HP 414-004 (141 004) « Renforcement de l'offre de soins », action 141 004 02 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » du budget 2023.

Article 2 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Soutien aux Innovations sociales

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux innovations sociales », au financement d'un projet détaillé en annexe **2** à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **144 072,15€**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018, modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **144 072,15€** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté » programme HP 424 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200303 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2023.

Article 3 : Dispositif « Prévention santé jeunes »

Décide de participer au titre du dispositif « Prévention Santé - Jeunes » au financement de 4 projets détaillés en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **120 500 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **120 500 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 41 « Santé », code fonctionnel 412 « prévention et éducation pour la santé », programme HP 412-003 (141 003) « Prévention et éducation à la santé », action 141 003 02 « Prévention santé - Jeunes - Etudiants » du budget 2023.

Article 4 : Dispositif « Agenda pour une Ile-de-France sans sida »

Décide de participer au titre du dispositif « Agenda pour une Île-de-France sans Sida », comme élaboré par la stratégie énoncée dans le rapport CR 2017-81 du 6 juillet 2017, au financement d'un projet détaillé en annexe 4 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **20 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 41 « Santé », code fonctionnel 412 « prévention et éducation pour la santé », programme HP 412-003 (141 003) « Prévention et éducation à la santé », action 141 003 02 « Prévention santé - Jeunes - Etudiants » du budget 2023.

Article 5 : Attribution de subventions aux organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés ci-dessous dénommés le solde des subventions de fonctionnement inscrites au budget 2023, selon les montants figurant ci-après :

- Île-de-France Prévention Santé Sida (CRIPS)
- Observatoire régional de la santé (ORS)

Affecte une autorisation d'engagement de **223 600 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 41 « santé », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation pour la santé », programme HP412-003 (141 003) « prévention et éducation à la santé », action 141 003 01 « Île-de-France Prévention Santé Sida » du budget 2023.

Affecte une autorisation d'engagement de **52 400 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 41 « santé », code fonctionnel 410 « services communs », programme HP410-001 (141 001) « Observatoire régional de la santé », action 141 001 01 « Observatoire régional de la santé » du budget 2023.

Article 6 : Dispositif « soins aux professionnels de santé »

Approuve dans le cadre du règlement d'intervention « Région Solidaire en santé » adopté par la CP n° 2019-160 du 22 mai 2019, dispositif « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins », la convention de partenariat renforcé relative au soutien régional en fonctionnement avec Soins aux professionnels de santé, présentée en annexe 5 de la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Décide dans le cadre de ce partenariat renforcé de participer au financement d'un projet détaillé en annexe 5 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **80 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 modifiée, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation pour la santé », programme HP 412-003 « Prévention et éducation pour la santé », action 141 003 04 « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins » du budget 2023.

Article 7 : Dispositif relatif aux bourses régionales d'aide à l'installation des étudiants en maïeutique et en kinésithérapie

Décide de participer au titre du programme « Prévention et éducation à la santé », au financement de 4 bourses régionales d'aide à l'installation médicale par l'attribution d'allocations de fin d'études d'un montant maximum prévisionnel de 700 € par mois et par bénéficiaire, pour une durée maximale de 24 mois.

Subordonne le versement de ces allocations à la signature des conventions conformes à la convention-type adoptée par la délibération CP n°2018-433 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **33 600 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et Action Sociale » - code fonctionnel 412 « Prévention et éducation pour la santé », programme HP 412-003 « Prévention et éducation à la santé » - Action 141 003 04 « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins » du budget 2023.

Article 8 : Fiche-projet rectificative

Modifie les dates de réalisation du projet de la subvention relative à d'un professionnel de santé n° 22006499 attribuée par délibération n° CP2023-088 du 29 mars 2023 au titre du dispositif « soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe ».

Approuve en conséquence la fiche-projet modifiée correspondante n° 22006499 ainsi que l'avenant figurant en annexe 7 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 9 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 aliéna 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1- LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX

DOSSIER N° EX073165 - Offre de soins - Soutien aux structures d'exercice collectif - Création d'une Maison de santé pluriprofessionnelle à Vernouillet (78)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	561 000,00 € HT	30,00 %	168 300,00 €
	Montant total de la subvention		168 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERNOUILLET
Adresse administrative : 9 RUE PAUL DOUMER
78540 VERNOUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal COLLADO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une maison de santé pluriprofessionnelle à Vernouillet

Dates prévisionnelles : 1 avril 2023 - 30 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à Vernouillet, portée par la commune.

- La commune est classée zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.
- Les médecins généralistes exercent en secteur 1 et les spécialistes en secteur 2 OPTAM.

La commune compte actuellement 4 médecins généralistes et 1 pédiatre, pour 9963 habitants, soit une moyenne de médecins par habitant en dessous de la moyenne nationale. 21 % des habitants n'ont actuellement pas accès à un médecin généraliste.

La commune souhaite rénover des anciens locaux de La Poste, afin de créer une maison de santé pluriprofessionnelle et offrir une offre de soins diversifiée pour les habitants de la commune et des communes voisines. Cela se concrétisera par la création de 15 cabinets médicaux, 2 salles d'attente distinctes, 1 salle commune pour les professionnels de santé et 1 bureau pour les internes. L'équipe pluridisciplinaire sera composée de :

- 2 médecins généralistes
- 1 gynécologue primo-installant

- 1 pédiatre
- 5 médecins spécialistes selon une convention de détachement avec l'hôpital
- 1 sage-femme
- 4 IDE et 1 auxiliaire de puériculture
- 1 kinésithérapeute
- 1 orthophoniste
- 1 ostéopathe

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- VERNOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	561 000,00	100,00%
Total	561 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	392 700,00	70,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	168 300,00	30,00%
Total	561 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX071699 - Offre de soins - Soutien aux structures d'exercice collectif - Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle universitaire à Chevry Cossigny (77)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041482-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 296 050,00 € HT	19,29 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHEVRY COSSIGNY

Adresse administrative : 20 RUE CHARLES PATHE
77173 CHEVRY COSSIGNY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jonathan WOFSY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une maison de santé pluriprofessionnelle universitaire à Chevry-Cossigny

Dates prévisionnelles : 1 mars 2023 - 15 janvier 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

Extension de la maison médicale existante et évolution en maison de santé pluriprofessionnelle universitaire à Chevry- Cossigny (77)

- La commune est classée zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS
- Les professionnels de santé exercent en Secteur 1 et en Secteur 2 OPTAM

Afin de répondre aux besoins de la population d'accès à un médecin traitant, la commune souhaite étendre la maison médicale existante pour permettre l'accueil d'une équipe pluriprofessionnelle. Cette extension s'assortit d'une transformation de la maison médicale en maison de santé pluriprofessionnelle afin d'offrir la possibilité d'un exercice coordonné aux différents professionnels de santé.

Cette structure rassemblera :

- 5 médecins généralistes dont 4 primo-installants
- 2 médecins spécialistes
- 8 personnels paramédicaux : 2 infirmières, 1 kinésithérapeute, 2 orthophonistes (dont 1 primo-installant), 1 psychologue, 1 ostéopathe et 1 psychomotricien primo-installant

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- CHEVRY-COSSIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	1 296 050,00	100,00%
Total	1 296 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	796 050,00	61,42%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	19,29%
Agence régionale de santé (sollicitée)	250 000,00	19,29%
Total	1 296 050,00	100,00%

DOSSIER N° EX072453 - Offre de soins- Soutien aux structures d'exercice collectif - Création d'une maison de santé pluridisciplinaire à Montigny-lès-Cormeilles (95)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041482-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	808 200,00 € HT	30,00 %	242 460,00 €
	Montant total de la subvention		242 460,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTIGNY LES CORMEILLES MAIRIE
Adresse administrative : 3 RUE ARISTIDE MAILLOL MAIRIE PICAS
95370 MONTIGNY LES CORMEILLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN-NO L CARPENTIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une maison de santé pluridisciplinaire à Montigny-lès-Cormeilles

Dates prévisionnelles : 28 juin 2023 - 28 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Acquisition d'un centre médical et création d'une maison de santé pluridisciplinaire par la commune de Montigny-Lès-Cormeilles.

- La commune a été classée zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.
- Les médecins généralistes exercent en secteur 1 et les spécialistes en secteur 2 OPTAM.

La commune compte 21 748 habitants et se caractérise par une population jeune importante. La démographie médicale est en baisse, avec des départs en retraite de médecins.

Consciente de l'importance de maintenir une offre de soins de qualité sur son territoire, la municipalité souhaite acquérir un centre médical et y créer une maison de santé pluriprofessionnelle d'une superficie de 250m².

La structure accueillera 8 professionnels de santé dont 3 primo-installants :

- 2 médecins généralistes
- 2 médecins spécialistes : un cardiologue, un gastroentérologue

- un orthophoniste
- 2 infirmières
- un ostéopathe

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	650 000,00	80,43%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	18 200,00	2,25%
Travaux et charges afférentes	140 000,00	17,32%
Total	808 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	165 877,80	20,52%
Subvention Département	202 050,00	25,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	242 460,00	30,00%
Agence régionale de santé	197 812,20	24,48%
Total	808 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX074969 - Offre de soins - Soutien aux structures d'exercice collectif - Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle aux Clayes-Sous-Bois (78)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041482-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	5 692 348,00 € HT	4,39 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES CLAYES SOUS BOIS

Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
78340 LES CLAYES SOUS BOIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Philippe GUIGUEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une maison de santé pluriprofessionnelle aux Clayes-sous-Bois

Dates prévisionnelles : 31 mai 2023 - 5 janvier 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle (MSP) dans la commune des Clayes-sous-Bois (78). Le projet de santé est élaboré par le collectif de professionnels de santé locaux regroupés en association et soutenus par la municipalité.

- La commune est classée zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.
- Les médecins exercent en Secteur 1 et en Secteur 2 OPTAM

Un diagnostic local de santé a établi un faible taux de consommation de soins médicaux intracommunaux. La commune, qui observe une légère baisse de sa population, souhaite renforcer l'attractivité de son territoire en développant son offre de soins. La commune comptait, en 2022, 8 médecins généralistes tous âgés de plus de 60 ans. Le projet médical de la MSP s'axe également sur le développement des actions de prévention auprès des habitants et sur une relation étroite avec la communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) et les structures de soins (hospitalières ou non) voisines.

Le projet vise à acquérir, aménager et équiper un ancien bâtiment public afin de créer une MSP. Un étage supplémentaire sera créé afin d'accueillir une structure d'imagerie médicale. La structure comportera un

box d'urgence, 3 salles de réunions, 16 box de consultations et une salle de travail pour les kinésithérapeutes.

Elle permettra d'accueillir 13 professionnels de santé dont :

- 4 médecins généralistes dont 1 primo-installant
- 1 sage-femme primo-installante
- 1 cardiologue, 2 radiologues, et 1 ORL
- 2 IDE
- 3 kinésithérapeutes
- 2 psychologues

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- LES CLAYES-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	800 000,00	14,05%
Travaux et charges afférentes	4 892 348,00	85,95%
Total	5 692 348,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 642 348,00	63,99%
Subvention Département (sollicitée)	1 000 000,00	17,57%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	4,39%
Subvention EPCI (sollicitée)	800 000,00	14,05%
Total	5 692 348,00	100,00%

DOSSIER N° EX075449 - Offres de soins - Aide aux structures d'exercice collectif - Equipement du centre de santé municipal de Montereau-Fault-Yonne (77)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041482-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	227 946,00 € HT	47,26 %	107 732,70 €
	Montant total de la subvention		107 732,70 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative : 54 RUE JEAN JAURES
77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JAMES CHERON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : équiper le centre de santé municipal de la Montereau-Fault- Yvonne

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Equipement médical et mobilier d'une antenne du centre de santé municipal de Montereau-Fault-Yvonne (77).

- La commune est classée zone d'intervention prioritaire (ZIP+) par l'ARS.
- Les professionnels de santé exercent en secteur 1

Ce projet s'inscrit dans la continuité du contrat local de santé développé par la municipalité. La création du centre de santé en ville haute a compensé en partie les problématiques liées à l'accès aux soins des habitants de la commune. Elle a toutefois révélé le besoin de créer une antenne du centre de santé en ville basse. Cette antenne est installée dans d'anciens locaux municipaux réhabilités dans le cadre de l'action "Coeur de Ville" et comprend dix cabinets médicaux, deux cabinets dentaires, une salle de stérilisation, trois salles d'attente, un accueil et une borne de téléconsultation.

Le présent projet vise à équiper cette antenne en matériel médical, mobilier et informatique.

La structure prévoit l'installation de 12 professionnels de santé dont :

- 2 médecins généralistes
- 3 pédiatres
- 2 chirurgiens-dentistes dont 1 primo-installant
- 1 sage-femme
- 1 kinésithérapeute
- 3 orthophonistes

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	177 216,03	77,74%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	50 729,97	22,26%
Total	227 946,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	70 213,30	30,80%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	107 732,70	47,26%
Agence régionale de santé (sollicitée)	50 000,00	21,94%
Total	227 946,00	100,00%

DOSSIER N° EX071953 - Offre de soins - Soutien aux structures d'exercice collectif - Création d'une antenne du centre de Santé des Epinettes à Issy-les-Moulineaux (92)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20415322-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	35 875,11 € HT	50,00 %	17 937,55 €
	Montant total de la subvention		17 937,55 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTRE COM ACTION SOCIALE DE CCAS

Adresse administrative : 47 RUE DU GENERAL LECLERC
92130 ISSY LES MOULINEAUX

Statut Juridique : Centre Communal d'Action Sociale

Représentant : Madame LAURENCE PARRAIN, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une antenne du centre de Santé des Epinettes à Issy-les-Moulineaux

Dates prévisionnelles : 22 décembre 2022 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

Création d'une antenne du centre de santé des Epinettes dépendant du centre communal d'action sociale (CCAS) d'Issy-les-Moulineaux (92).

- La commune est classée hors zonage par l'ARS. Un diagnostic local de santé a été produit.
- Les professionnels médicaux et paramédicaux exercent en secteur 1

La commune dispose de deux centres de santé polyvalents, gérés par le CCAS. Ce sont les seules structures d'exercice regroupé de la ville.

Pour faire face au départ à la retraite du seul médecin traitant de ce quartier populaire d'Issy-les-Moulineaux, le CCAS souhaite développer l'offre de soins de ce quartier à la croissance démographique forte, où les 18-39 ans sont fortement représentés.

Le projet vise à créer une antenne au centre de santé des Epinettes existant, située à proximité du lieu déjà identifié par les habitants. Les locaux, composés de deux cabinets de consultation, permettront l'installation de :

- 2 médecins généralistes, primo-installants
- 3 professionnels paramédicaux : sage-femme, psychologue, orthophoniste ; tous primo-installants

- 2 secrétaires médicales

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	13 146,79	36,65%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	22 728,32	63,35%
Total	35 875,11	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	17 937,56	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	17 937,55	50,00%
Total	35 875,11	100,00%

DOSSIER N° EX074552 - Offre de soins - Soutien aux structures d'exercice collectif - Création du centre de santé étudiante Saint-Charles à Paris 15ème (75)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-204182-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	102 839,00 € TTC	36,10 %	37 120,00 €
	Montant total de la subvention		37 120,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON
SORBONNE
Adresse administrative : 12 PL DU PANTHEON
75231 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame MURIEL PRUDHOMME, Responsable de service

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer le centre de santé étudiante Saint-Charles à Paris

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2023 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Création du centre de santé étudiante Saint-Charles, antenne du centre de santé des Saints-Pères, sur le site de la Faculté des Arts de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne à Paris (15)

- La commune est classée zone d'action complémentaire (ZAC) par l'ARS

- Les professionnels de santé exercent en secteur 1

La création de ce centre de santé étudiante répond au décret de mars 2023 visant à étendre le public des centres de santé étudiante aux étudiants non-inscrits à l'université. Ce centre est également un centre de santé polyvalent, accessible aux habitants du quartier.

La crise sanitaire liée au Covid-19 a accru les situations de ruptures de soins chez les jeunes, en médecine somatique mais aussi dans le champ de la santé mentale. Entre 2019 et 2023 les situations pouvant donner lieu à un aménagement des études et examens pour motif médical (nécessitant obligatoirement l'avis du centre de santé étudiante) ont augmenté de 50%.

Les étudiants éprouvent des difficultés d'accès aux soins en raison d'une méconnaissance de l'offre, d'un

manque de temps, de l'éloignement de leur structure familiale et d'une précarisation financière. Les principaux besoins rapportés par les étudiants relèvent de la santé mentale, de l'accès à un médecin généraliste sans rendez-vous, de la santé sexuelle, de la nutrition et des addictions. Le centre est en relation avec les différentes structures de soins du territoire (CPTS, PASS, CSAPA, centres de santé sexuelle, etc.)

L'équipe sera composée de :

- 2 médecins généralistes (1 ETP)
- 1 ou 2 médecins spécialisés en santé sexuelle et en sport santé nutrition (0,2 à 0,4 ETP)
- 2 psychologues (1 ETP)
- 1 IDE
- 1 secrétaire médicale et 1 assistant médical (1,2 ETP)

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	9 274,00	9,02%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	22 069,00	21,46%
Travaux et charges afférentes	71 496,00	69,52%
Total	102 839,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	31 733,00	30,86%
Ville de Paris	33 986,00	33,05%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	37 120,00	36,10%
Total	102 839,00	100,00%

DOSSIER N° EX073161 - Offre de soins- Soutien aux structures d'exercice collectif - Extension de la Maison de Santé de Nozay (91)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	109 792,20 € TTC	33,99 %	37 314,00 €
	Montant total de la subvention		37 314,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON SANTE PLURI
PROFESSIONNELLE DE NOZAY

Adresse administrative : 8 CHE DE LA BELLE EPINE
91620 NOZAY

Statut Juridique : Sociétés interprofessionnelles de soins ambulatoires

Représentant : Madame ANNE SOPHIE FURET PIGNON, CONTACT (sans fonction particulière)

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : agrandir la Maison de Santé de Nozay

Dates prévisionnelles : 15 avril 2023 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande en anticipation afin de permettre l'ouverture de la structure.

Description :

Agrandissement d'une maison de santé pluriprofessionnelle (MSP) à Nozay (78)

- La commune a été classée zone d'intervention prioritaire (ZIP) par L'ARS.

- Les médecins exercent en secteur 1.

La maison de santé est ouverte depuis 2019 et dispose de 4 médecins généralistes et 2 remplaçants. Comme les communes voisines sont sous dotées en médecin et sont également classées en Zone d'intervention prioritaire (ZIP), beaucoup de patients n'ont pas de médecins traitants. Afin de répondre au besoin croissant des habitants, la MSP souhaite créer de nouveaux locaux de consultation afin d'accueillir de nouveaux médecins généralistes.

Le projet permettra ainsi l'installation de nouveaux professionnels de santé :

-1 médecin généraliste en plus pour assurer les consultations non programmées qui s'organisent tous les matins du lundi au samedi

-2 anciennes internes qui vont rejoindre l'équipe

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- NOZAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	64 273,21	58,54%
Equipements médicaux	7 500,00	6,83%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	14 379,60	13,10%
Travaux et charges afférentes	23 639,39	21,53%
Total	109 792,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	36 077,20	32,86%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	37 314,00	33,99%
Agence régionale de santé	26 401,00	24,05%
Emprunt	10 000,00	9,11%
Total	109 792,20	100,00%

DOSSIER N° EX075452 - Offre de soins- Soutien aux structures d'exercice collectif - Création d'un centre de santé multidisciplinaire à Paris 13ème (75)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	900 331,00 € TTC	11,11 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION FMC

Adresse administrative : 33 RUE DE TAMBOUR
51100 REIMS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur DIPAK MANDJEE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence de création de la structure pour répondre aux besoins de la population.

Description :

Aménagement et équipement en vue de la création du centre de santé CMIP (Centre Médical International de Paris) à Paris 13ème.

- La commune est classée zone d'action complémentaire (ZAC) par l'ARS
- Les médecins spécialistes exercent en Secteur 1

L'association Union FMC a réuni des professeurs universitaires et praticiens hospitaliers nouvellement retraités afin de proposer des consultations de médecine spécialisée au plus grand nombre, dans un délai raisonnable et en pratiquant des tarifs de secteur 1. La visée de ces consultations est d'établir un diagnostic, d'orienter directement les patients vers des spécialistes, de réduire les délais d'attente pour une consultation avec un spécialiste et de former des internes. 30 médecins se sont engagés à exercer des créneaux de consultations dans le centre à son ouverture afin de donner vie à ce projet social et solidaire.

Le territoire observé pour le diagnostic des besoins est le 13ème arrondissement de Paris. Cependant, du fait de la spécificité du centre de santé CMIP (spécialité, consultations sans honoraires), le rayonnement du centre de santé sera plus large que le 13ème arrondissement de Paris. Les patients peuvent être

également franciliens. Le 13^{ème} arrondissement de Paris comporte également 5 quartiers politiques de la ville classés Zone d'intervention prioritaire (ZIP) où vivent des populations en grande difficulté aussi bien sur le plan financier que sur le plan de l'éducation, du logement et de la santé.

Cette structure permettra l'installation de 10 professionnels de santé :

- 1 médecin généraliste
- 1 Gynécologue
- 1 ophtalmologue
- 1 psychiatre
- 6 autres spécialistes

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	657 172,00	72,99%
Equipements médicaux	203 159,00	22,56%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	40 000,00	4,44%
Total	900 331,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	347 331,00	38,58%
Subvention Commune (sollicitée)	353 000,00	39,21%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	11,11%
Agence régionale de santé (sollicitée)	100 000,00	11,11%
Total	900 331,00	100,00%

DOSSIER N° EX073996 - Offre de soins - Soutien aux structures de santé - Création d'une maison de santé à Chavenay (78)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	548 500,00 € HT	30,61 %	167 883,00 €
	Montant total de la subvention		167 883,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAVENAY

Adresse administrative : PLACE DE L'EGLISE
78450 CHAVENAY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Myriam BRENAC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une maison de santé à Chavenay

Dates prévisionnelles : 1 juin 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Travaux d'aménagement pour l'installation d'une maison médicale sur la commune de Chavenay (78)

- La commune est classée zone d'action complémentaire (ZAC) par l'ARS.

- Les médecins généralistes ainsi que les autres professionnels de santé exercent en secteur 1 et les spécialistes en secteur 2 OPTAM

La communauté de communes Gally Mauldre à laquelle appartient Chavenay compte 9 médecins généralistes dont un à Chavenay, soit une densité de 4 médecins pour 10 000 habitants.

Face à une augmentation de sa population et aux départs en retraite prochains, la commune souhaite élargir l'offre de soins par la création de cette maison médicale.

Cette structure permettra l'installation de 6 professionnels de santé :

- 2 médecins généralistes

- 1 médecin spécialiste

- 3 professionnels paramédicaux dont un primo-installant : un kinésithérapeute et 2 infirmières.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- CHAVENAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	166 667,00	30,39%
Equipements médicaux	8 333,00	1,52%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	8 334,00	1,52%
Travaux et charges afférentes	365 166,00	66,58%
Total	548 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	109 700,40	20,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	167 883,00	30,61%
Agence régionale de santé	159 549,90	29,09%
Dotation d'équipement des territoires ruraux	111 366,70	20,30%
Total	548 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX075026 - Offre de soins - Soutien aux structures de santé - Création d'une maison médicale à Bois-le-Roi (77)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 084 395,00 € HT	23,05 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE BOIS-LE-ROI

Adresse administrative : 4 AVENUE PAUL DOUMER
77590 BOIS LE ROI

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur DINTILHAC DAVID, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une maison médicale à Bois-le-Roi

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2024 - 30 mars 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Création d'une maison médicale à Bois-le-Roi (77)

- La commune est classée zone d'action complémentaire (ZAC) par l'ARS

- Les médecins généralistes exercent en Secteur 1 et les médecins spécialistes en Secteur 2 OPTAM

La commune de Bois-le-Roi dispose actuellement de 2 médecins généralistes, soit une densité de 3,3 médecins pour 10 000 habitants. Parmi eux, 1 est âgé de plus de 60 ans. La commune dispose également de 10 médecins spécialistes dont 4 ont plus de 60 ans.

Le projet vise à aménager un bâtiment municipal pour y créer une maison médicale qui permettra de répondre aux besoins de la population en médecin traitant et de regrouper différents professionnels de santé dans un même lieu.

La structure accueillera :

- 4 médecins généralistes dont 2 primo-installants
- 2 médecins spécialistes primo-installants
- 2 infirmières

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- BOIS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	1 084 395,00	100,00%
Total	1 084 395,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	584 395,00	53,89%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	23,05%
Agence régionale de santé (sollicitée)	250 000,00	23,05%
Total	1 084 395,00	100,00%

DOSSIER N° EX075025 - Offre de soins - Soutien aux structures de santé - Acquisition et aménagement d'un cabinet de groupe par la commune d'Orsay (91)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041482-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	918 883,00 € HT	19,59 %	180 000,00 €
	Montant total de la subvention		180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORSAY
Adresse administrative : 2 PL DU GENERAL LECLERC
91401 ORSAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur David ROS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquérir et aménager un cabinet de groupe à Orsay

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 30 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Acquisition et aménagement d'un cabinet de groupe porté par la commune d'Orsay.

- La commune est classée zone d'action complémentaire (ZAC) par l'ARS.
- Les médecins exercent en secteur 1.

12 médecins généralistes exercent actuellement sur la commune d'Orsay, ce qui représente une densité médicale de 7,3 médecins pour 10 000 habitants. Parmi ces médecins, 10 sont âgés de plus de 60 ans et sont amenés à prendre leur retraite prochainement, soit 83% des effectifs de médecine générale.

Dans ce contexte, la commune a souhaité acquérir un cabinet médical et l'aménager afin d'accueillir deux nouveaux médecins généralistes.

La structure réunira 4 médecins généralistes dont 2 primo-installants.

Localisation géographique :

- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	405 308,00	44,11%
Travaux et charges afférentes	482 575,00	52,52%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	31 000,00	3,37%
Total	918 883,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	488 883,00	53,20%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	180 000,00	19,59%
Agence régionale de santé	250 000,00	27,21%
Total	918 883,00	100,00%

DOSSIER N° EX069436 - Offre de soins- Soutien aux structures de santé - Création d'un pôle médical au sein du quartier des Panoramas à Clamart (92)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	4 335 741,00 € TTC	5,77 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI BENFET
Adresse administrative : 1 AV DU GAL DE GAULLE
92140 CLAMART
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame JUDITH FETTAYA, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un pôle médical au sein du quartier des Panoramas à Clamart

Dates prévisionnelles : 16 octobre 2022 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Création d'un pôle de santé pluridisciplinaire à Clamart (92)

- La commune est classée zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.
- Les médecins exercent en secteur 1 et secteur 2 OPTAM.

Le projet vise à implanter une structure de santé regroupant différents professionnels dans le quartier des Panoramas, nouveau quartier de la commune. Face aux futurs départs en retraite des médecins généralistes de la commune et à l'expansion démographique de ce nouveau quartier, les porteurs de projet ont souhaité créer un pôle de santé pluriprofessionnel pour répondre aux besoins de la population.

Ils sont engagés auprès des structures de soins du territoire (CHU Antoine Bécclère, DAC 92) pour établir des conventions partenariales afin de simplifier les parcours de soins et faciliter la continuité ville-hôpital. Les professionnels sont très investis dans la coordination locale des soins et prennent part à l'établissement d'une communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) à Clamart et Fontenay-aux-Roses.

Cette structure permettra l'installation de 8 personnels médicaux et paramédicaux :

- 1 médecin généraliste
- 2 ophtalmologues dont 2 primo-installants
- 1 rhumatologue
- 1 psychiatre
- 1 kinésithérapeute
- 1 podologue
- 1 ostéopathe

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	3 386 301,00	78,10%
Travaux et charges afférentes	949 440,00	21,90%
Total	4 335 741,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	3 835 741,00	88,47%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	5,77%
Agence régionale de santé	250 000,00	5,77%
Total	4 335 741,00	100,00%

DOSSIER N° EX070854 - Offre de soins - Soutien aux structures de santé - Création d'un centre d'imagerie médicale à Choisy-le-Roi (94)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	3 195 715,00 € TTC	3,13 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMAGERIE MEDICALE CHOISY LE ROI
Adresse administrative : 20 RUE BOIS LE VENT
75016 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur GEORGES HAYEK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un centre d'imagerie médicale à Choisy-le-Roi

Dates prévisionnelles : 3 décembre 2022 - 3 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Création d'un centre d'imagerie médicale complet dans la ville de Choisy-le-Roi(94).

- La commune est classée zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS
- Les médecins spécialistes sont conventionnés secteur 2 OPTAM

La commune dispose actuellement de 19 médecins généralistes sur son territoire exerçant la fonction de médecin traitant, soit une densité de 4,1 médecins pour 10 000 habitants.

Pour répondre à un fort besoin de la population, ce centre d'imagerie assurera une permanence des soins ambulatoires avec une ouverture de 8h à 21h, en lien avec la Maison de Santé Pluriprofessionnelle voisine. Cette structure propose une offre de soins en soutien aux structures du territoire existantes et permettant de décharger les structures hospitalières d'actes pouvant être réalisés en ville.

Le centre s'étendra sur un local de 1 100m² : 650m² pour la radiologie, 300m² pour les consultations et téléconsultations et 150m² pour la biologie

Cette structure permettra l'installation de 6 médecins radiologues spécialisés en imagerie, pédiatrique, de

la femme, oncologique dont 5 médecins primo-installants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- CHOISY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	1 292 000,00	40,43%
Equipements médicaux	1 543 679,00	48,30%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	360 036,00	11,27%
Total	3 195 715,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	2 845 715,00	89,05%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	3,13%
Agence régionale de santé	250 000,00	7,82%
Total	3 195 715,00	100,00%

DOSSIER N° EX070918 - Offre de soins - Soutien aux structures de santé - Création d'une maison médicale de groupe à Saint-Mard (77)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 442 041,00 € TTC	17,34 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT MARD SANTE
Adresse administrative : 36 BIS AVENUE DE LA GARE
77230 SAINT MARD
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Monsieur JOEFFREY DENIS, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une maison médicale de groupe à Saint-Mard

Dates prévisionnelles : 10 novembre 2022 - 15 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats d'équipements en anticipation et en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Création d'une maison médicale de groupe à Saint-Mard (77).

- La commune est classée zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS
- Les médecins généralistes sont conventionnés secteur 1

Le projet vise à répondre aux besoins des habitants de la commune et des communes voisines en créant un regroupement de professionnels de santé. Il s'inscrit dans une logique de lutte contre les déserts médicaux, tout en favorisant l'implantation de médecins généralistes sur le territoire. La commune est partenaire du projet.

Cette structure rassemblera:

- 3 médecins généralistes dont 1 primo-installant
- 1 interne en médecine générale.
- 1 pôle paramédical composé de 6 cabinets :
- 4 infirmiers dont 2 primo-installants et 1 IPA.
- 1 ostéopathe

- 2 psychologues
- 1 orthophoniste
- 1 cabinet psychomotricien et kinésithérapeute (cabinet partagé)
- 2 podologues

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- SAINT-MARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	1,00	0,00%
Travaux et charges afférentes	1 442 040,00	100,00%
Total	1 442 041,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	942 041,00	65,33%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	17,34%
Agence régionale de santé	250 000,00	17,34%
Total	1 442 041,00	100,00%

DOSSIER N° EX072265 - Offre de soins - Soutien aux structures de santé - Création d'un centre de consultations à Brunoy (91)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	675 000,00 € TTC	31,85 %	215 000,00 €
	Montant total de la subvention		215 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLINIQUE MEDICALE LES JARDINS DE BRUNOY
Adresse administrative : 38 ROUTE DE BRIE
91800 BRUNOY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame CATHERINE VEAUX, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménager et équiper un centre de consultations à Brunoy

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Aménagement et équipement d'un centre de consultations à Brunoy (91), attenant à une clinique de soins médicaux de réadaptation

- La commune est classée zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS

- Les médecins généralistes et les autres professionnels de santé exercent en secteur 1 et les médecins spécialistes exercent en secteur 2 OPTAM

L'accroissement de la population porté par un solde naturel positif renforce le besoin de l'agglomération d'augmenter la capacité de prise en charge médicale. Le centre de consultations viendra donc en support des médecins généralistes en place dans l'agglomération. L'objectif est de permettre à de nouveaux médecins généralistes de s'installer dans la commune de Brunoy et ainsi augmenter l'offre médicale du territoire.

Ce projet vise donc à créer un centre de consultations de 3 cabinets attenant à la Clinique Les Jardins de Brunoy, établissement de Soins Médicaux de Réadaptation (SMR). Le projet prévoit également un lien renforcé avec les équipes de l'hôpital de jour de la clinique et une facilitation de l'orientation des patients

vers la structure hospitalière.

La participation à la PDSA se fera en coordination avec les professionnels de la CPTS du Val d'Yerres. Le cabinet sera ouvert de 8h à 19 h tous les jours du lundi au vendredi ainsi que le samedi de 8h à 13h.

Cette structure permettra l'installation de :

- 3 médecins généralistes dont 2 primo-installants

Et prévoit l'ouverture de créneaux de consultations pour :

- 1 médecin spécialiste

- 1 orthophoniste

- 1 infirmière en pratique avancée

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux

- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- BRUNOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	30 000,00	4,44%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	30 000,00	4,44%
Travaux et charges afférentes	615 000,00	91,11%
Total	675 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	310 000,00	45,93%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	215 000,00	31,85%
Agence régionale de santé (ARS)	100 000,00	14,81%
Autres recettes (préciser)	50 000,00	7,41%
Total	675 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX073815 - Offre de soins - Soutien aux structures de santé - Création d'une maison médicale à Noisy-le-Sec (93)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 035 544,00 € TTC	24,14 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI PASSERELLE

Adresse administrative : 8 RUE EUGENE LEVASSEUR
93230 ROMAINVILLE

Statut Juridique : Société Civile Immobilière

Représentant : Madame ANAIS FONTALIRANT, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une maison médicale à Noisy-le-Sec

Dates prévisionnelles : 1 février 2023 - 28 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Création d'un cabinet de groupe à Noisy-le-Sec (93).

- La commune est classée zone d'intervention prioritaire (ZIP+) par l'ARS
- Les médecins exerçant au sein de cette structure, sont conventionnés secteur 1

Face aux départs en retraite de plusieurs médecins de la commune, le projet vise à réaliser des travaux de restructuration, avec mise aux normes des locaux, permettant la création d'un cabinet de groupe et l'installation de :

- 6 médecins généralistes (dont 2 primo-installants)
- 2 psychologues

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	412 626,00	39,85%
Travaux et charges afférentes	622 918,00	60,15%
Total	1 035 544,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	535 544,00	51,72%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	24,14%
Agence régionale de santé (attribuée)	250 000,00	24,14%
Total	1 035 544,00	100,00%

ANNEXE 2 - SOUTIEN AU SPORT SANTE

DOSSIER N° EX075486 - Innovation sociale - Création d'un parcours sport santé au sein de l'Hôpital d'Enfants de Margency (Croix-Rouge française) - Margency (95)

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20422-142003-300

Action : 14200303- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	288 144,29 € TTC	50,00 %	144 072,15 €
Montant total de la subvention			144 072,15 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE
DELEGATION REGIONALE CRF IDF
Adresse administrative : 8 AVENUE MONTAIGNE IMMEUBLE MAILLE
93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE LEBRETON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé afin de pouvoir démarrer l'accompagnement à l'été 2024.

Description :

L'Hôpital d'Enfants de Margency (HEM) est un centre de soins de suite et de réadaptation (SSR) pédiatrique de la Croix-Rouge française. Il dispose de 106 lits répartis dans des unités de pédiatrie spécialisée, d'onco-hématologie pédiatrique et de post-greffe de moelle osseuse. Il accueille des patients âgés de 0 à 17 ans, issus des services de pédiatrie des hôpitaux et Centres de Lutte contre le Cancer franciliens, pour la poursuite d'un traitement avant le retour au domicile (différé pour des raisons médicales, d'éloignement géographique - patients des DOM-TOM ou psycho-sociales). Certains parents, notamment ceux des DOM-TOM et ceux en situation de précarité sont accueillis sur le site de l'HEM pendant le séjour hospitalier de leur enfant.

L'HEM propose une prise en charge innovante notamment par l'accompagnement pluridisciplinaire et par la dimension renforcée de son équipe importante de rééducateurs.

Le projet vise à créer 2 parcours santé de plein air sur le site de l'HEM :

- un pour les patients qui ne peuvent pas tous bénéficier des activités de rééducation proposées à l'extérieur de l'hôpital pour des raisons médicales et ont besoin d'une activité physique adaptée régulière, en séance individuelle ou collective, afin de gagner en autonomie motrice et ainsi d'améliorer leur estime

d'eux-mêmes et de leur corps ;

- un pour les parents, afin de maintenir une activité physique régulière qui participe à leur bien-être physique et psychique dans ces moments éprouvants.

Un groupe de travail interne à la structure a été mis en place pour développer ce projet et les différents professionnels y sont associés.

Localisation géographique :

- MARGENCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux - Investissement	150 379,89	52,19%
Equipement mobilier et matériel - Investissement	137 764,40	47,81%
Total	288 144,29	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service)	72 036,07	25,00%
Subvention Comité régional du sport (sollicitée)	72 036,07	25,00%
Subvention Région Île-de-France (sollicitée)	144 072,14	50,00%
Total	288 144,28	100,00%

ANNEXE 3 - PREVENTION SANTE JEUNES

DOSSIER N° EX075454 - Soutien à la prévention santé des jeunes - DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65733-141003-300

Action : 14100302- Prévention santé - Jeunes - Etudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	681 220,00 € TTC	11,74 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 203/213 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURI
93006 BOBIGNY
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame MARIE LABURTHE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : animation de l'espace de prévention Tête à Tête

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'action démarre à compter du 1er semestre 2023.

Description :

L'équipe de la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques 93 (MMPCR) intervient auprès des jeunes du département dans un accueil accessible sans rendez-vous pour échanger sur leurs difficultés. C'est un concept de prévention innovant, un espace d'information, de prévention et d'écoute pour les 13/25 ans.

Ses objectifs sont d'apporter une réponse à toute question relative à la sexualité, à l'usage de substances psychoactives, l'utilisation des écrans, les violences, le mal-être ... et de faire prendre conscience des risques liés à certaines conduites.

L'espace Tête à Tête propose aux jeunes :

- un accueil spontané toute l'année, du lundi au samedi de 10h à 18h30, un accueil libre, anonyme et sans condition : des informations, une écoute et une orientation en matière de prévention, de sexualité, de drogues, de mal-être, et de violences. Des expositions, des rendez-vous (débats, rencontres, projections, etc.), des outils multimédias et des supports pédagogiques sont proposés pour échanger sur ces sujets.
- des actions d'animation collectives organisées tout au long de l'année (structures scolaires ou jeunesse) : séances d'information et de prévention collectives, à destination de leurs groupes d'adolescents et de

jeunes adultes (13-25 ans).

- des événements thématiques et interactifs ou parcours ludiques au sein de l'espace, apportant un éclairage sur une problématique spécifique.

Le Point Accueil Ecoute Jeunes (PAEJ) vise 10 000 jeunes visiteurs pour l'année 2023.

Localisation géographique :

- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	131 300,00	19,27%
Services extérieurs	255 400,00	37,49%
Autres services extérieurs	2 520,00	0,37%
Charge de personnel	292 000,00	42,86%
Total	681 220,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	80 000,00	11,74%
Subvention Etat	95 000,00	13,95%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	506 220,00	74,31%
Total	681 220,00	100,00%

DOSSIER N° EX073913 - Soutien à la prévention santé des jeunes - Santepsyjeunes : des outils innovants de prévention pour les jeunes en souffrance psychique

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100302- Prévention santé - Jeunes - Etudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	70 245,00 € TTC	35,59 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDP INSTITUT DE PSYCHIATRIE
Adresse administrative : 1 RUE CABANIS
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE-ODILE KREBS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développement de l'outil numérique Santepsyjeunes à destination des jeunes en souffrance psychique

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 23 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : projet débutant à la rentrée 2023

Description :

L'Institut de psychiatrie, et son réseau Transition, ont créé en 2022 l'outil numérique "santepsyjeunes" afin de promouvoir le repérage et la prise en charge précoce des troubles psychiatriques chez l'adolescent et le jeune adulte.

Ce site internet donne accès à une information actualisée complétée par des design motion (« PsyCare, la petite série qui explique ») et des brochures d'information en santé mentale visant à déstigmatiser, prévenir, repérer et orienter. Il donne accès à un auto-questionnaire scientifiquement validé qui permet aux jeunes, en autonomie ou accompagnés, de disposer d'une première évaluation et d'une aide à l'orientation dans le parcours de soin avec la proposition de mots clés facilitant la recherche d'un interlocuteur adapté à chaque situation.

L'outil s'adresse à la fois aux jeunes, à leurs parents, et aux professionnels de première ligne à leur contact. Il compte déjà 15 000 visiteurs numériques et plus de 200 téléchargements de brochures chaque mois, et nécessite d'être davantage consolidé afin d'être largement et gratuitement diffusé en région Ile de

France.

Le projet vise à renforcer cet outil numérique, par :

- La conception de nouveaux design motions
- La réalisation de nouvelles campagnes de communication (flyers, affiches et brochures, présence sur les réseaux sociaux et lors d'évènements)
- L'évaluation de l'auto-questionnaire

L'ambition est de toucher, à terme, 1 000 000 de personnes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	39 850,00	56,73%
Autres services extérieurs	4 200,00	5,98%
Charge de personnel	21 600,00	30,75%
Autres charges de gestion courante	4 595,00	6,54%
Total	70 245,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	25 000,00	35,59%
Subvention Etat	15 245,00	21,70%
Subvention d'organismes privés	30 000,00	42,71%
Total	70 245,00	100,00%

DOSSIER N° EX074535 - Soutien à la prévention santé des jeunes - Facettes Festival 2ème édition sur la santé mentale

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100302- Prévention santé - Jeunes - Etudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	150 000,00 € TTC	6,67 %	10 000,00 €
Montant total de la subvention			10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INNOVATION CITOYENNE EN SANTE MENTALE
Adresse administrative : 150 AVENUE PARMENTIER
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CLEMENCE MONVOISIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'organisation de la 2e édition du festival Facettes sur la santé mentale

Dates prévisionnelles : 28 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'action démarre dès le 1er semestre 2023

Description :

Organisation du Facettes Festival, 1er festival de santé mentale à destination des jeunes, et co-conçu par eux. Axé sur la promotion de la santé mentale, le développement des compétences psycho-sociales, le plaisir et lien social comme vecteurs de prévention, c'est un moment de rencontre et de partage avec une programmation artistique pluridisciplinaire (spectacle vivant - théâtre, danse, performances, littérature, musique, stand-up...) intégrant une composante pédagogique (ateliers en petits groupes).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 000,00	4,67%
Services extérieurs	11 000,00	7,33%
Autres services extérieurs	118 500,00	79,00%
Impôts et taxes	2 000,00	1,33%
Charge de personnel	11 500,00	7,67%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	6,67%
Subvention Etat	25 000,00	16,67%
Subvention d'organismes privés	115 000,00	76,67%
Total	150 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX075358 - Santé des jeunes - Actions de prévention "Mon adolescence j'en parle"

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100302- Prévention santé - Jeunes - Etudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	19 000,00 € TTC	28,95 %	5 500,00 €
Montant total de la subvention			5 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BERGERS EN SCENE
Adresse administrative : 44 RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MONICA COELHO, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaliser des actions de prévention auprès des jeunes

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Projet se déroulant sur l'année civile

Description :

L'association propose 3 types de spectacles de prévention santé sur la vie affective et sexuelle (VIH, MST et relations filles/garçons), les risques liés à l'alcool et aux addictions, et le harcèlement scolaire et cyberharcèlement auprès de jeunes de 12 à 25 ans.

Les spectacles sont proposés dans les structures jeunesse (collèges, lycées, maisons de quartiers, centres sociaux et théâtres), et suivis de débats permettant le partage d'expériences et des réponses adaptées.

Ces outils permettent de délivrer des messages clairs aux jeunes et de favoriser une réflexion collective sur des sujets qui les concernent.

L'association vise environ 700 jeunes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 100,00	16,32%
Services extérieurs	600,00	3,16%
Autres services extérieurs	1 600,00	8,42%
Impôts et taxes	200,00	1,05%
Charges de personnel	13 500,00	71,05%
Total	19 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	4 800,00	25,26%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	5 500,00	28,95%
Subvention Etat	5 700,00	30,00%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	3 000,00	15,79%
Total	19 000,00	100,00%

ANNEXE 4 - LUTTE CONTRE LE VIH

DOSSIER N° EX072276 - Soutien dans le cadre du plan Île-de-France sans sida - Médiation en santé pour personnes vivant avec le VIH

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100302- Prévention santé - Jeunes - Etudiants

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	118 422,00 € TTC	16,89 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PETITS BONHEURS

Adresse administrative : 11 RUE DUPERRE
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur BECHIR CHEMSA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir la médiation en santé pour les personnes vivant avec la maladie.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Projet se déroulant sur l'année civile

Description :

L'association accompagne des personnes séropositives principalement seniors et précaires en assurant un suivi psychologique quotidien par téléphone ou en organisant des ateliers.

Elle met en place des temps de convivialités et de resocialisation au travers de sorties culturelles ou de loisirs. Appliquant une logique « d'aller-vers », elle se rend au sein des unités médicales de soins de suite ou maisons d'accueil spécialisées pour assurer une action de médiation en santé.

Le projet de cette année permet à 450 personnes de bénéficier de ce programme d'accompagnement et de socialisation brisant la solitude et l'isolement de personnes qui vivent avec le VIH depuis de nombreuses années.

L'isolement de ces personnes représente un risque réel pour leur santé mentale et a de nombreuses conséquences sur le renoncement aux soins.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 000,00	1,69%
Services extérieurs	12 000,00	10,13%
Autres services extérieurs	24 150,00	20,39%
Charge de personnel	80 272,00	67,78%
Total	118 422,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	16,89%
Subvention Etat	15 000,00	12,67%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	50 000,00	42,22%
Subvention d'organismes privés	27 000,00	22,80%
Subvention d'organismes semi-publics	5 000,00	4,22%
Autres produits de gestion courante	1 422,00	1,20%
Total	118 422,00	100,00%

ANNEXE 5 - SOUTIEN AUX SOINS AUX PROFESSIONNELS DE SANTÉ



**Convention de
partenariat entre
la Région Île-de-France et l'association Soins aux Professionnels de la
Santé**

ENTRE

La Région Île-de-France, située au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen,
Représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France Ci-après dénommée « la Région »,
D'une part,

ET

L'Association Soins aux Professionnels de la Santé, située au 31, avenue de Versailles 75016 Paris,
Représentée par le Docteur Éric Henry, Président de l'association Soins aux Professionnels de la Santé.
Ci-après dénommée « l'association SPS » D'autre part,

« La Région » et « l'association SPS » sont communément dénommées « les Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI

L'association SPS a pour origine le rassemblement d'un groupe d'experts souhaitant partager et défendre la santé des professionnels en santé rendus vulnérables. Son objectif est de susciter une véritable prise de conscience et de proposer des actions concrètes pour optimiser leur parcours de santé, notamment la prévention, le repérage, l'orientation et la prise en charge des professionnels de santé en souffrance :

- :- Elle organise tous les ans des événements qui rassemblent des personnalités du monde de la santé souhaitant partager leurs expériences et les actions engagées en faveur de la protection des soignants vulnérables.
- :- Elle a créé la maison des soignants, un lieu privilégié et dédié à tous les professionnels de la santé et étudiants pour se soigner et améliorer leur mieux-être.
- :- Elle a déployé une plateforme d'appel pour venir en aide aux professionnels de santé et

étudiants en souffrance psychologique (23 160 appels reçus entre 2016 et 2022)

- Elle propose aux étudiants des téléconsultations avec des médecins, psychologues et psychiatres, et leur met à disposition des ressources, applications et autotests pour gérer leur stress et leur fatigue au quotidien

La Région Île-de-France est engagée dans une démarche de Région solidaire, qui fait de la santé un élément transversal de l'ensemble des politiques régionales. Il s'agit notamment de contribuer à l'attractivité de l'Île-de-France, en encourageant le maintien des professionnels en santé sur le territoire francilien, qui figure parmi les premiers déserts médicaux français. Améliorer le cadre de vie et le bien-être des soignants est alors indispensable au maintien d'une offre de soins adéquate sur le territoire. Il s'agit également de soutenir les professionnels en santé dans l'exercice de leur métier par des solutions concrètes. Les soignants rendus vulnérables expriment un besoin d'accompagnement et de soutien adapté, auquel la Région entend répondre par ce partenariat renforcé.

Ce dernier s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention « Région solidaire en santé » n° CP 2019-160 du 22 mai 2019.

La présente convention de partenariat formalise l'engagement de la Région Île-de-France et de l'association SPS en faveur des professionnels en santé qui exercent en Ile-de-France et, par là même, de la santé des Franciliens.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Objet et mise en œuvre de la convention

L'association SPS et la Région Île-de-France s'engagent à travers la présente convention de partenariat à travailler conjointement pour le programme Région solidaire, au sein duquel le soutien aux professionnels en santé est une priorité.

Les deux parties partagent une ambition et des objectifs communs pour les Franciliens, et tout particulièrement le bien-être et la qualité de vie au travail des professionnels en santé. Ceux-ci sont exposés, par leur métier, à des risques psycho-sociaux élevés, qui dégradent non seulement leur santé mais aussi la qualité des soins délivrés à la population.

L'objectif est d'installer un partenariat durable, pluriannuel, qui permettra aux deux parties d'agir plus efficacement, par une meilleure visibilité des actions respectives et une méthode de travail commune, dans l'aide et l'accompagnement des professionnels en santé rendus vulnérables. Ce partenariat a ainsi pour objet de se nourrir mutuellement de points de vue et d'actions concrètes au service d'une région innovante et solidaire.

Les thématiques du partenariat entre les deux parties relèvent du champ de la santé et visent principalement à développer des actions innovantes pour le soutien à l'ensemble des professionnels en santé en souffrance.

ARTICLE 2 – Comité de pilotage

La mise en œuvre de la présente convention s'appuie sur un comité de pilotage, qui aura en charge le suivi des relations entre l'association SPS et la Région Île-de-France. Ce dispositif d'information réciproque doit permettre d'échanger sur les actualités respectives et projets en cours de chacune des parties, sur les dispositifs d'aide de la Région, les sujets d'intérêt commun

et tout projet régional intéressant les parties et pouvant être l'objet d'actions et initiatives communes.

Présidé par la Vice-présidente en charge des Solidarités, de la santé et de la famille, ou son représentant, le comité de pilotage, s'il le juge opportun, peut se réunir sous forme d'un ou plusieurs groupes de travail annuels réunissant les services de la Région et les équipes de l'association SPS, pour assurer le suivi de la présente convention et approfondir, le cas échéant, les possibilités de partenariat sur l'ensemble des problématiques de santé.

Le comité de pilotage a pour mission de préparer un état des réflexions partagées, qui pourra être présenté aux instances régionales compétentes et aux instances de l'association SPS, à leur demande.

ARTICLE 3 – Engagements de la Région Île-de-France

Dans le cadre de son action en faveur de la santé, la Région s'engage notamment à :

- Mettre en place et animer le comité de pilotage précité qui se réunira autant de fois que nécessaire ;
- Informer l'association SPS des différents dispositifs de droit commun régionaux susceptibles d'être mobilisés pour ses actions de soutien aux professionnels en santé ;
- Soutenir l'intervention de l'association SPS, et notamment les actions suivantes :
 - ☞ La poursuite de la plateforme nationale d'écoute interprofessionnelle et sa déclinaison en une application numérique,
 - ☞ Le projet de maison des soignants en Île-de-France, lieu d'écoute, d'échanges et de prise en charge pour l'ensemble des professionnels en santé,
 - ☞ L'animation d'un réseau psycho-social en Île-de-France, qui rassemble notamment psychologues, médecins généralistes et psychiatres, formés à la prévention, la détection, l'accompagnement et la prise en charge de la détresse des soignants,
 - ☞ La production d'études et d'enquêtes de terrain pour mieux comprendre et sensibiliser à la souffrance des soignants,
 - ☞ La formation des professionnels afin de leur donner des repères, bases théoriques et outils communs à l'accompagnement des soignants,
 - ☞ La prévention, comme moyen de lutte contre la vulnérabilisation de ces professionnels,
 - ☞ L'organisation et la participation à des événements médiatiques visant à faire connaître et rendre davantage visible l'activité de l'association ainsi qu'à sensibiliser le public sur la protection de la santé des professionnels de santé (ex. le colloque annuel de l'association, des séminaires à destination des professionnels de santé portant sur des sujets relatifs à leur santé, des congrès etc.),
 - ☞ Et, plus largement, la qualité de vie au travail des professionnels en santé ;
- Apporter son concours aux actions menées par l'association SPS, notamment en lui mettant à disposition des salles pour la tenue des différentes réunions liées à son fonctionnement, sous réserve de disponibilité et des nécessités du service public ;
- Informer l'association SPS des manifestations organisées par la Région Île-de-France en faveur de la santé, et autant que nécessaire l'associer à ces événements.

ARTICLE 4 – Engagements de la Région Île-de-France pour l'année 2023

Sous réserve de la disponibilité des crédits et du vote favorable de la commission permanente, la Région s'engage pour l'année 2023 à participer au financement des dépenses liées :

- A la plateforme nationale d'écoute interprofessionnelle
- A la formation des professionnels afin de leur donner repères, bases théoriques et outils communs à l'accompagnement des soignants. Le plan de formation mis en place ambitionne de toucher 300 professionnels de santé. Il s'organisera de la manière suivante : 10 formations certifiées Qualiopi, qui se dérouleront chacune sur 1 ou 2 jours (soit un total de 105h pour l'année) et relevant des thématiques suivantes :
 - ☞ Repérage et prise en charge des professionnels en santé en souffrance
 - ☞ Prévention du suicide et gestion de la crise suicidaire
 - ☞ Prévention, détection et gestion de la pathologie mentale, du harcèlement,
 - ☞ Prévention et gestion du stress, des TMS, des risques d'épuisements professionnels, et des agressions (négociation et l'autodéfense)
 - ☞ Prévention des risques psychosociaux par la QVT, management et communication
 - ☞ L'addiction aux substances
- A l'organisation de 2 Journées d'Atelier Dynamiques et d'Échanges (JADES).

ARTICLE 5 - Engagements de l'association SPS

En contrepartie, et en concordance avec les actions évoquées à l'article 4, l'association SPS s'engage à :

- Proposer un plan de formation aux professionnels de santé afin de leur donner repères, bases théoriques et outils communs à l'accompagnement des soignants
- Organiser chaque année 2 Journées d'Atelier Dynamiques et d'Échanges (JADES) proposant aux professionnels de santé des ateliers ressources afin d'améliorer leur bien-être. L'une de ces journées se tiendrait au sein de la Région Ile-de-France à destination notamment des professionnels de santé soutenus par celle-ci la première année.
- Animer un réseau du risque psycho-social qui rassemble notamment psychologues, médecins généralistes et psychiatres, formés à la prévention, la détection, l'accompagnement et la prise en charge de la détresse des soignants et des étudiants

Plus largement, l'association SPS s'engage à :

- A partir des thématiques prioritaires identifiées, participer à des projets communs avec l'institution régionale allant dans le sens d'une Région solidaire ;
- Fournir régulièrement à la Région Île-de-France les bilans de son activité et notamment ses données quantitatives et qualitatives qui peuvent contribuer aux différentes politiques publiques régionales ;
- Se rendre disponible pour être auditionnée sur les questions liées à son champ de compétences, et alimenter les travaux de la Région par la production d'expertises et de propositions liées à la connaissance de terrain, afin de porter à connaissance les bonnes pratiques ;
- Informer la Région de ses projets d'événements et manifestations en lien avec la présente convention ;
- Associer la Région aux projets et événements régionaux relatifs à son secteur d'activités ;

Convier la Présidente de la Région Île-de-France ou son représentant au colloque annuel de l'association afin d'intervenir sur les sujets d'intérêt commun ;

- Transmettre à la Vice-présidente en charge des Solidarités, de la santé et de la famille un bilan annuel des activités conduites au titre du comité de pilotage, de manière à en informer les membres de la commission thématique « Santé » et/ou l'assemblée régionale réunie en séance plénière ;
- Faire connaître l'action de la Région en faveur des professionnels en santé.

ARTICLE 6 – Communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Présence de la mention :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos etc.)

De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans

les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale, etc.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus :

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.

- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings...).

En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 7 - Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle prend effet le jour de sa signature par les parties.

Les engagements réciproques pour les années 2024 et 2025 seront pris par avenant chaque année.

ARTICLE 8 - Conditions de modification et de résiliation de la convention

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des deux parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Saint-Ouen, le
En deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France

**Pour l'association Soins
aux Professionnels de
la Santé**

**Valérie Pécresse
Présidente de la Région Île-de-France**

**Eric Henry
Président de l'association Soins aux
Professionnels en Santé**

DOSSIER N° EX071128 - Prévention, accompagnement, soutien aux professionnels de santé et innovation en santé - SOINS AUX PROFESSIONNELS DE LA SANTE

Dispositif : Une Région solidaire qui accompagne et soutient les professionnels de santé (n° 00001140)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100304- Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Une Région solidaire qui accompagne et soutient les professionnels de santé	610 000,00 € TTC	13,11 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPS SOINS AUX PROFESSIONNELS DE SANTE
Adresse administrative : 31 AV DE VERSAILLES
75016 PARIS 16E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CATHERINE CORNIBERT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prévenir les risques psycho-sociaux chez les professionnels de santé

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Démarrage du projet dès le 1er trimestre.

Description :

Le projet vise à :

- Coordonner la plateforme d'écoute et de prise en charge des professionnels de santé et des étudiants. Celle-ci est disponible via le numéro vert 0806 23 23 36 et l'application mobile AssoSPS.
- Animer le réseau du risque psycho-social qui rassemble notamment psychologues, médecins généralistes et psychiatres, formés à la prévention, la détection, l'accompagnement et la prise en charge de la détresse des soignants et des étudiants.
- Former les professionnels afin de leur donner des repères, bases théoriques et outils communs à l'accompagnement des professionnels de la santé en souffrance. L'ambition est d'organiser 10 sessions de formation – de un à deux jours chacune – dans l'année et de toucher environ 300 personnes.
- Convier les professionnels à participer aux Journées d'Atelier Dynamiques et d'Échanges (JADES). L'objectif est de toucher 500 personnes via les e-JADES, et 300 personnes via les 2 JADES prévues en présentiel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	22 000,00	3,61%
Autres services extérieurs	423 000,00	69,34%
Charge de personnel	165 000,00	27,05%
Total	610 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions d'exploitation	470 000,00	77,05%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	80 000,00	13,11%
Subvention d'organismes privés	30 000,00	4,92%
Autres produits de gestion courante	30 000,00	4,92%
Total	610 000,00	100,00%

ANNEXE 6 - BOURSES AUX ETUDIANTS EN KINESITHERAPIE ET MAIEUTIQUE

Dispositif « Aide régionale au *dispositif relatif aux bourses d'installation des étudiants en maïeutique et en kinésithérapie* »

2nde liste des bourses régionales d'aide à l'installation médicale – année universitaire
2022-2023

à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional

ANNEXE 7 - FICHE PROJET RECTIFICATIVE

DOSSIER N° 22006499 - REAFFECTATION - Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste) - Antony (92)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20421-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	9 176,40 € TTC	50,00 %	4 588,20 €
Montant total de la subvention			4 588,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEPERCQ JUSTINE
Adresse administrative : 1 RUE LANGLOIS
92160 ANTONY
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame JUSTINE LEPERCQ, MEDECIN GENERALISTE

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste) - Antony (92)

- Zonage ARS : (ZAC) - zone d'action complémentaire
- Conventionnement : secteur 1
- primo-installant

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La bénéficiaire a dû acquérir son matériel en urgence avant le vote, afin d'ouvrir l'activité au public rapidement et de satisfaire les besoins des patients.

Description :

Le médecin souhaite acquérir des équipements matériels, mobiliers et informatiques.

Cette nouvelle offre de soins en zone d'action complémentaire (ZAC) permettra la prise en charge de 3.200 patients par an dont 10 % seront des bénéficiaires de la CMU et 30 % de l'AME.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

 ANTONY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
matériels médicaux, informatiques mobiliers	9 176,40	100,00%
Total	9 176,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 588,20	50,00%
Fonds propres	4 588,20	50,00%
Total	9 176,40	100,00%

Avenant n°1 à la convention N°22006499

Offre de soins - Installation d'une professionnelle de santé (médecin généraliste) - Antony (92)

Entre les soussignés :

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,

En vertu de la délibération n° CP2023-222 du 21 septembre 2023, ci-après dénommée « la Région »,

et

Le bénéficiaire dénommé : Docteur Justine LEPERCQ

dont le statut juridique est : Madame

Code APE : 86.21 Z – Activité des médecins généralistes

SIRET : 883961682

situé au : 1, RUE LANGLOIS - 92160 ANTONY

ayant pour représentante Docteur Justine LEPERCQ

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 modifiée.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n°CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

APRES AVOIR RAPPELE

Par délibération n°CP 2023-088 du 29 mars 2023, la Région a attribué au bénéficiaire une subvention de 4 588,20 €. Le présent avenant a pour objet de modifier les dates prévisionnelles du projet.

Afin de corriger cette erreur matérielle, le présent avenant a pour objet de modifier l'article 3.4 de la convention n°22006499 approuvé par la délibération n° CP 2023-222 du 21 septembre 2023 et d'approuver une nouvelle fiche projet.

ARTICLE 1

L'article 3.4 de la convention 22006499 est modifié.

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2022 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la convention.

ARTICLE 2

Le présent avenant substitue tous les articles de la convention initiale non modifiés par les articles précédents.

ARTICLE 3

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties.

ARTICLE 4

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et la fiche-projet rectificative ci-annexée.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

**La présidente
du conseil régional d'Île-de-France
Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation**

Delphine MANCEL

Docteur Justine LEPERCQ